

164. Mme Mead a donné un bref aperçu des questions examinées lors de cette conférence par 150 représentants de 14 pays. Des représentants de la Banque mondiale, du PNUD, de l'UNESCO, du Fonds mondial pour la nature et de Greenpeace y avaient également assisté, ainsi que des représentants de musées, d'instituts scientifiques, d'instituts de recherche et de deux gouvernements. Elle a parlé du problème posé par le fait que les connaissances autochtones n'étaient pas reconnues comme des connaissances scientifiques ni même comme des sujets de recherche sociale, car, selon le critère généralement appliqué, la science était l'acquisition de connaissances nouvelles, tandis que les connaissances autochtones étaient considérées comme anciennes. Elle a regretté que des experts occidentaux et même des organismes internationaux comme l'UNICEF utilisent des proverbes autochtones et autres éléments de la propriété intellectuelle et de la culture autochtones comme s'ils étaient tombés dans le "domaine public", le plus souvent sans autorisation et hors contexte, sans indiquer ni dater leurs sources, contribuant ainsi à l'exploitation des peuples autochtones et de leurs connaissances. Elle a rappelé que les peuples autochtones reconnaissent individuellement à leurs membres la paternité légitime de tout proverbe, composition musicale, sculpture, objet d'art, découverte médicale, perfectionnement des techniques de pêche ou de chasse et de toute activité contribuant à leur patrimoine. Pour les peuples autochtones, le nom et la raison d'être de chaque détail d'une oeuvre d'art, la date et l'occasion à laquelle il avait été pour la première fois révélé à son auteur, étaient aussi significatifs que l'oeuvre elle-même.

165. Mme Mead a demandé que l'on mette en place des mécanismes pour assurer la protection internationale des droits des peuples autochtones en matière de biens culturels et de propriété intellectuelle, y compris la protection des obtentions végétales autochtones et des produits de la recherche génétique (qu'elle porte sur les êtres humains, la flore ou la faune), en tenant compte de la conception holistique de la vie et de l'environnement des peuples autochtones.

166. La Conférence avait également examiné les objectifs du projet de recherche sur le génome humain ["Human Genome Diversity Project" (HUGO)] et avait adopté une recommandation invitant instamment l'Organisation des Nations Unies à demander que le projet soit immédiatement arrêté jusqu'à ce que les normes morales et éthiques en cause aient été examinées, comprises et approuvées par les peuples autochtones concernés. Mme Mead a insisté sur le fait qu'à une époque où la grande majorité des peuples autochtones du monde souffraient de la pauvreté et de la pollution, ce projet, dont le coût s'élevait à 35 millions de dollars des Etats-Unis, était dangereux et inutile et représentait un gaspillage. Elle a rappelé que dans ce projet il était prévu de prélever des échantillons de cheveux et de tissus dans plus de 700 communautés autochtones.

167. Mme Mead a enfin fait état de la Déclaration de Mataatua, demandant que son texte intégral soit annexé à l'étude de Mme Daes sur la protection de la propriété intellectuelle et des biens culturels des peuples autochtones. Une Association internationale pour la Déclaration de Mataatua, gérée exclusivement par des peuples autochtones, avait été créée pour promouvoir l'application des recommandations de la Déclaration et pour diffuser des renseignements importants et pertinents sur les droits en matière de biens